L'ALTERNATIF

pour une autre information dans l'Avant-Pays savoyard

Bulletin d'information de la section PCF de la Bridoire *juin 2015*

EDITO : LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES DU 22 MARS PROUVE L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE À LA POLITIQUE ACTUELLE.

Contrairement aux pronostics et malgré le silence des médias, le Front de Gauche a progressé aux dernières élections départementales. Au 1er tour, nationalement, il totalise 9,4 % des suffrages, et même 11,9 % en comptant tous les binômes comprenant un membre du Front de Gauche. En Savoie, le Front de Gauche totalise 10,61 % des suffrages, en nette progression par rapport aux cantonales de 2011 (8,9 %). Sur notre canton, les candidats FdG, Marylène Tardy et Eric Wilkowsky totalisent 7,57 % des suffrages (+ 0,6 pts par rapport à 2011), la droite réalise 36,9 % (- 10 points), le PS perd 5 points, passant de 28,4 % à 23,5 %. Quant au FN, il réalise 32 %, soit 15 points de plus qu'en 2011. Ce sont donc bien les déçus de droite et du PS qui le font progresser... C'est bien aussi la politique de droite, pro-patronale, menée actuellement par le PS qui désespère les électeurs d'aller voter, ou de voter à gauche puisque "rien ne change".

La droite savoyarde est désormais maîtresse du département, le Front de Gauche perd ses 2 élus, battus par le charcutage électoral socialiste, comprenez le découpage des nouveaux cantons. Le PS est laminé, avec seulement quatre cantons conservés, T. Repentin n'étant réelu que d'extrême justesse. Il paie le soutien de ses élus à la politique d'austérité du gouvernement.

Ce n'est pas en se lamentant sur le manque d'unité de la gauche que l'on s'en sortira. L'unité, oui, mais pour faire quoi ? Pour suivre Hollande, Valls et Macron dans leur choix de casse de notre modèle social, de démantèlement du Code du Travail, de recul de l'âge de la retraite, de gel des salaires, des milliards d'euros de cadeaux aux grands patrons ? Qu'on ne compte pas sur les communistes et le Front de gauche pour suivre ce cap motrifère. Pour nous, l'unité n'a de sens que si elle soutien une politique antilibérale, progressiste, égalitaire et juste. A méditer pour les éléctions régionales de cette fin d'année, en décembre 2015...

Au sommaire...

▪ *p.1 : St Béron : quand la démocratie semble gênante.*

▪ *p.2 : En Savoie, comme ailleurs, le compte n'est pas bon pour l'Education Nationale - Où va la notion de Service Public ?*

▪ *p.3 : FN : le grand écart entre le discours et les actes.*

▪ *p.4 : Non à la fermeture de l'usine Graf'Tech !*

AVANT-PAYS SAVOYARD

ST BÉRON : QUAND LA DÉMOCRATIE SEMBLE GÊNANTE...

Comme malheureusement dans de nombreuses communes de France, les subventions aux associations se trouvent fortement réduites du fait de la baisse des dotations d'Etat. C'est la conséquence directe de la politique d'austérité du gouvernement qui impacte directement nos vies au quotidien (voir ci-contre).

Au lieu de chercher à s'appuyer sur le mécontentement des citoyens pour faire cesser cette politique nationale, il semble que les élus du Conseil Municipal de Saint-Béron, dans leur grande majorité, aient préféré augmenter les impôts locaux de 3%. Dans le même temps, ils refusent de publier le montant des subventions accordées aux associations suite au vote du budget. Ce sont ces dernières qui doivent aller demander en mairie le montant qui leur est allouées.

Si c'est normal que les élus décident de la répartition des finances communales, il est regrettable que les citoyens ne connaissent pas l'utilisation de fonds communaux qui proviennent de leurs impôts locaux.

Que cherche-ton à dissimuler ? Publier le montant des subventions devrait au contraire permettre aux associations de gérer leur budget et aussi de faire connaître leur mécontentement sur la politique d'austérité. **FAIRE CONFIANCE A LA DEMOCRATIE, C'EST SE DONNER LES MOYENS DE RESOUDRE LES PROBLEMES.**

LA BAISSE DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITÉS

Le gouvernement jure qu'il n'applique pas une politique d'austérité. Pourtant, les faits sont là. Et les dotations de l'Etat aux collectivités sont un indicateur comme beaucoup d'autres : baisse de 1,5 milliard d'€ en 2014, puis de 10 milliards d'ici 2017 (- 3,67 milliards/an).

Mais il faut savoir regarder plus loin que les économies à court terme. Les collectivités locales jouent un rôle majeur dans l'économie du pays et fournissent aux citoyens des moyens pour vivre mieux (écoles, crèches, bibliothèques, etc.). Elles donnent par exemple du travail au secteur du bâtiment. Nous pouvons ainsi constater que l'investissement des collectivités a reculé de 4,8 milliards d'€ en 2014.

L'austérité n'est pas la solution, c'est le problème.

EDUCATION

En Savoie, comme ailleurs, le compte n'est pas bon pour l'Education Nationale.

Le 21 janvier dernier, le Comité Technique Académique a validé la répartition des 148 nouveaux postes de professeurs des écoles pour l'académie de Grenoble. Pour la Savoie, la dotation sera de 10 postes. On est loin de la "priorité au primaire" promis par F. Hollande. Démonstration...

Durant sa campagne présidentielle, F. Hollande clamait vouloir faire de l'école primaire et de la jeunesse sa priorité absolue. Entre créations de postes insuffisantes, formation initiale rétablie mais faite de bric et de broc, formation continue quasi disparue, réforme de l'éducation prioritaire qui en a exclue de nombreux territoires et évidemment une réforme des rythmes scolaires qui a fait plus de mal que de bien, le résultat est bien loin de l'ambition affichée au départ...

Attardons-nous sur la dotation en postes d'enseignants pour le primaire en Savoie pour 2015-2016. 10 postes pour 38 élèves en plus, ça peut paraître très bien. Sauf qu'on est loin des besoins des écoles...

Commençons par les remplacements. Pour la première fois depuis très longtemps, 18 contractuels ont été embauchés pour essayer de "boucher les trous". Qui dit contractuels dit contrat précaire et personnel recruté sans concours et sans formation... En tout, le SNUipp, principal syndicat d'enseignants dans le primaire, estime le manque de remplaçants en Savoie à 35 postes minimum.

Dans les Réseaux d'Education Prioritaire, pour abaisser le nombre d'élèves par classe au seuil prévu par la loi (23 élèves pour les classes en REP, 20 pour celles en REP+), il faudrait 19 postes. Et 3 postes de plus pour assurer les jours de "décharge" nécessaires aux enseignants pour le travail en équipe... Soit 22 postes en tout.

Pour respecter la loi sur les journées de "décharge" des directeurs d'école, il faudrait créer 6 postes à temps plein. Il est utile de rappeler qu'actuellement, une partie des "décharges" sont effectuées par des étudiants préparant leur concours...

Pour absorber la hausse démographique de 38 élèves, en gardant le seuil de 27,5 élèves par classe, il faudrait 1,5 poste. Avec le rattrapge des 23 postes perdus depuis 2011, au total, c'est donc presque 100 postes qu'il faudrait créer pour avoir simplement un taux d'encadrement correct.

Tout cela, sans parler de l'abandon total dans lequel se trouve le RASED (enseignants spécialisés pour les élèves en difficulté), détruit par Sarkozy et "oublié" par Hollande.

Propositions du Front de Gauche

★engager un plan de recrutement dans l'Éducation nationale sous statut de la fonction publique d'État rétablissant, notamment, tous les postes supprimés ;

★développer le prérecrutement des enseignants pour que cette profession reste accessible à tous les milieux sociaux (recrutement à BAC+5 actuellement)

★rétablir les moyens des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased)

★redéfinir les programmes, et plus globalement l'école, en prenant comme point de référence l'élève qui n'a que l'école pour apprendre.

★soutenir la relance de la recherche en éducation, le développement de la formation initiale et continue, et la création de temps d'échanges pédagogiques dans les établissements.

Sans parler de la pénurie généralisée de psychologues et de médecins scolaires.

Sans parler non plus du fait que la France est toujours au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE concernant le nombre d'élèves par classe et que les pays qui réussissent l'éducation primaire de leurs enfants sont ceux qui travaillent avec des petits groupes-classes...

Pour assurer la réussite et l'émancipation de chaque enfant, les déclarations ne suffisent pas. IL FAUT DES MOYENS !

SOCIETE

Où va la notion de service public ?

Un service public, c'est la réponse à un besoin élémentaire pour chaque citoyen, où qu'il se trouve sur le territoire. Cette idée, développée par le Conseil National de la Résistance et mise en oeuvre par des ministres communistes à la Libération, est aujourd'hui en danger, face à la libre-concurrence et au profit à court terme.

Sous l'effet du désengagement de l'état, des restrictions budgétaires pour satisfaire les financiers, des privatisations, de la réforme territoiriale, la situation des services publics devient intenable. Prenons l'exemple de la Poste.

Entre 2002 et 2010, le nombre de bureaux est passé de 15 700 à 10 500, soit la fermeture d'un bureau sur trois. L'Etat reste l'actionnaire principal de l'entreprise POSTE, ne devrait-il pas exiger le maintien du service public ?

Les élus municipaux ont aussi leur rôle à jouer. Pour fermer ou transformer un bureau de poste en « agence communale » ou en « point-poste » dans un commerce, les élus municipaux doivent donner leur accord. La commission de présence postale où siègent des élus prévoit dans de brefs délais la fermeture d'un bureau sur les deux villes de Pont-de-Beauvoisin et début juin la transformation du bureau de Lépin-le-lac en agence communale : nous espérons que les élus qui ont donné leur accord ont consulté leurs administrés sur ce sujet qui impacte directement les finances communales.

La fermeture des bureaux de poste n'est pas inéluctable : en Isère, l'association de défense des services publics a rassemblé plus de 200 personnes, avec la présence de nombreux élus municipaux, devant la Poste des Abrets pour s'opposer à la fermeture ou transformation de nombreux bureaux.

Le Front de Gauche vous invite à vous rassembler chaque fois que vous subissez une attaque contre un service public, pour exiger la mise en place de moyens nécessaires pour bien vivre. Demandons l'intervention de nos élus pour obtenir leur soutien et engager les actions utiles à la satisfaction de nos besoins. Ne restons pas isolés, regroupons nous pour lutter. **Pour la défense de cette superbe idée qu'est la notion de service public, le Parti Communiste répondra toujours présent.**

6 284

Emplois supprimés par la Poste en 2014, alors que l'entreprise a touché 352 millions d'€ de l'Etat au titre du CICE. En dix ans, ça fait plus de 80 000 emplois détruits.

649 millions d'€

Montant total du crédit d'impôt "compétitivité-emploi" (CICE) perçu par la Poste en 2013 et 2014. Alors que l'entreprise supprime des emplois à la pelle...

"Avec le FN au pouvoir, ça serait différent !" C'est sûr, ça serait encore pire...

On entend souvent dire que le FN serait la seule alternative, les seuls qu'on n'aurait jamais essayer. Pourtant, leur programme a déjà été testé dans l'Histoire et est appliqué actuellement dans les mairies FN. Rapide bilan édifiant dans quelques municipalités gérées par le FN...

Beaucaire

• suppression de la subvention municipale au centre social et culturel, licenciement du directeur et fin de la mise à disposition des locaux par la Ville (*source L'Humanité*)

• suppression du soutien scolaire pour plus de 100 enfants (*LNE Canal+*)

Béziers

• baisse de 365 000 € de la subvention municipale au Centre Communal d'Action Sociale (*Midi Libre*)

• suppression de l'accueil à l'école matin, midi et soir pour les enfants de chômeurs (*Midi-Libre*)

• accès à l'épicerie sociale dorénavant réservé aux seuls habitants qui ont « au moins un an de séjour dans la ville » (*Libération*)

• suppression de l'étude surveillée pour 320 élèves (économie pour la ville d'à peine 6 000 €/an (*Médiapart*),

• annulation de 100 000 € de travaux pour le groupe scolaire N. Mandela *(Midi Libre)*

• annulation de 407 000 € prévus pour les activités périscolaires à l'école (*Midi Libre*)

Fréjus

• baisse de 16% du budget consacré aux élèves, suppression totale des subventions municipales aux classes transplantées, -20% pour les sorties scolaires en bus (*Médiapart*)

• annulation des abonnements au Figaro et à Libération à la Médiathèque (*Libération*)

• retrait du drapeau européen du fronton de la mairie (*Libération*)

Hayange

• arrêt des conférences/débat, cafés philo, expositions, ateliers de Découverte des arts et de l'artisanat à la bibliothèque municipale

• le train hommage à tous les mineurs (dont ceux d'origine étrangère) a été peint en bleu-blanc-rouge

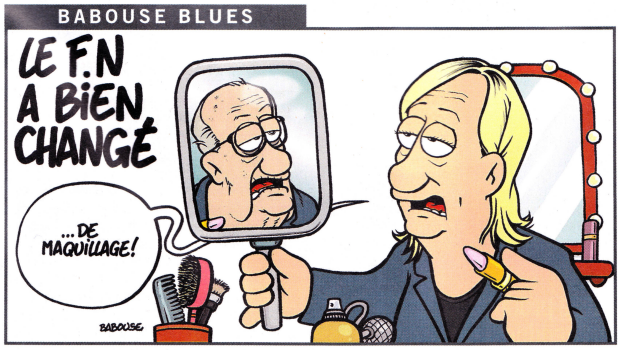
• retrait du drapeau européen du fronton de la mairie (*Libération*)

Le Luc

• fermeture de la Maison des Solidarités suite à l'absence de soutien financier de la Mairie

• fermeture de l'épicerie sociale et solidaire qui servaient aux travailleurs pauvres (*Libération*)

• absence de soutien au planning familial qui a dû cesser ses activités.



Le Pontet

• fin de la cantine gratuite pour les enfants de chômeurs, soit + 600 €/an/famille, pour un "gain" de 0,05% dans le budget de la commune (*Rue 89*).

• désengagement du Téléthon (*France 3*)

Villers-Cotterêts

• augmentation du prix de la cantine pour les plus modestes : +152 €/an *(L'Union)*

• refus de commémorer l'abolition de l'esclavage (*France Info*) ;

Comme on peut le constater, dans toutes ces villes, ce ne sont qu'attaques contre la solidarité et le Vivre Ensemble, contre les « oubliés », les précaires, les travailleurs pauvre, les chômeurs. Bref, c'est une guerre contre ceux qu'ils prétendent défendre sur tous les plateaux télé.

Des élus attirés par l'argent...

Dès leur prise de fonction, la majorité des élus FN se sont octroyés d'indécentes augmentations. Quelques exemples :

• Cogolin : +1 250 € par mois pour le Maire (Le Figaro)

• Le Luc : +15% pour le maire et ses adjoints (francetvinfo)

• Le Pontet : +44% pour le Maire et +9% pour ses adjoints (La Provence)

• Villers-Cotterêts : +15,8% pour le Maire (L'Union)

Sans parler du magot caché en Suisse de J.-M. Le Pen, 2,2 millions d'euros dont 1,7 millions en lingots d'or. Argent caché au fisc, géré par son majordome, lui même trésorier de deux associations de financement du FN, Cotelec et Promelec...

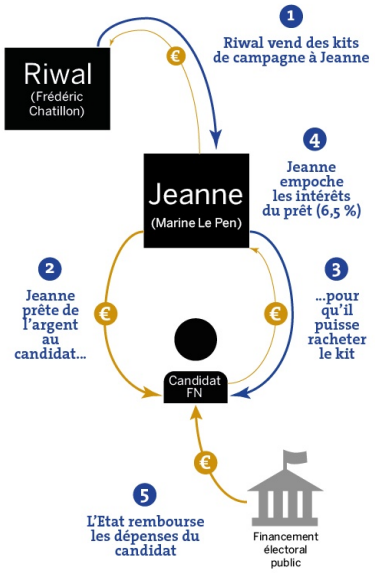
"Jeanne", le micro-parti qui abuse de notre argent ?

Il y a là de forts soupçons d'un énorme scandale politico-financier. Une information judiciaire contre X a été ouverte pour « *escroquerie en bande organisée* », « *faux et usage de faux* », concernant "Jeanne", le microparti de Marine Le Pen, selon le parquet de Paris. Elle fait suite à une enquête préliminaire déclenchée en 2013 par le signalement de la Commission des comptes campagne.

Ce micro-parti est soupçonné de financer illégalement le FN depuis sa création en 2010, après la prise de pouvoir de Marine Le Pen à la tête du FN. Ainsi "Jeanne", censé fournir des "kits de campagne" aux candidats FN, a des recettes supérieures à celle du parti principal FN, avec plus de 9,6 millions d'euros, sans aucun argent venant des cotisations des adhérents !

Les soupçons portent sur un détournement d'argent public, par la surfacturation des kits de campagne, qui sont produits par un proche du parti (société Riwal). "Jeanne" prête de l'argent aux candidats FN à un taux très élevé (6,5%), plus élevé que celui des banques, s'enrichissant au final sur notre dos puisqu'une fois la barre des 5% dépassés aux élections, les frais de campagnes sont remboursés par l'Etat. L'argent public remonte alors des candidats au micro-parti et à la société Riwal. Pour les rois du "tous-pourris" c'est pas joli-joli...

Le fonctionnement présumé du système



source : lemonde.fr

SAVOIE

NON À LA FERMETURE DE L'USINE GRAPHTECH ! NON À LA DÉSERTIFICATION INDUSTRIELLE DE LA SAVOIE.

A Notre-Dame de Briançon, les deux usines Carbone Savoie et GrafTech n'en faisaient qu'une jusqu'au rachat du groupe par Alcan en 2006. Alcan n'a plus voulu de l'atelier d'usinage qui est resté GrafTech. Aujourd'hui, cet atelier n'emploie plus qu'une cinquantaine de salariés, les départs à la retraite n'ayant pas été remplacés. Et la direction de l'usine vient d'annoncer sa fermeture, sans justification économique...

Chez GrafTech, les salariés fabriquent des fours "en kit" pour faire du saphir destiné, entre autres, aux portables, smartphones et autres iPhones. Le marché est donc porteur et l'usine tourne à plein, avec plus de 61 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2014, parmi les plus élevés de Savoie. Rapporté au nombre de salariés, ça fait une belle productivité. Mais, d'une part, la société GrafTech a organisé sa propre concurrence en investissant aux USA, et d'autre part, l'usine ne servait que de "vache à lait" au fonds monétaire qui la détient, fonds pour qui seul compte le cash financier et le profit immédiat.

Des salariés jetables, de l'argent public gaspillé...

Ains, la direction propose 41 licenciements et 10 "transferts" vers d'autres sites, en Italie ou à Calais... Quand on a sa famille, sa maison, sa vie sur place, c'est une véritable provocation. Alors les salariés se mobilisent pour défendre leur emploi, ils ont raison et nous les soutenons.

D'une part le salariés sont traités comme des Kleenex, jetables après avoir été exploités, mais c'est aussi de l'argent de nos impôts dont ont profité les actionnaires. En effet, le conseil général présidé par l'UMP a donné de l'argent. C'est Christophe Delayre, directeur du site, qui le dit en 2008 : "La subvention du conseil général vient couronner des mois de préparation et confirme l'importance de notre activité industrielle".

Plus récemment, un cadeau de plus de 300 000 euros au titre du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, oui oui, "Emploi" !) a été accordé...

Par leurs luttes, avec l'appui des ministres communistes quand il y en a eu, les salariés avaient acquis des droits pour contester des licenciements.

De Sarkozy à Macron, un seul objectif : réduire les droits des salariés.

Mais Sarkozy, puis Macron, ont tout fait pour réduire ces droits. Les entreprises suffisamment aisées peuvent désormais licencier sans trop de risque financier. Par exemple, pour une fermeture de site, les délais sont de deux mois s'il y a moins de 100 licenciements. Au terme des délais, le CE est réputé consulté, qu'il ait rendu un avis ou non. En comptant les deux mois de préavis, le patronat peut fermer l'usine à la mi-juillet...

A travers cet exemple, répété des centaines de fois en France, nous voyons toute la modernité du combat pour la reconquête et l'exigence des nouveaux droits pour les salariés. Il ne peut y avoir ni développement industriel, ni justice sociale, ni efficacité économique si on ne donne pas des droits d'intervention des salariés. Ainsi, par exemple, il faut donner aux CE le droit de suspendre les licenciements le temps de trouver des solutions alternatives à la fermeture d'un site.

Arrêtons la politique du "Père Noël" !

Nous voyons aussi que la politique du Père Noël envers les patrons doit cesser. L'argent public donné sans contrôle aux entreprises ne sert pas l'emploi. Si le site GrafTech fermait, il faudrait exiger que sa direction rendent l'argent public qu'elle a reçu. Ce ne serait que justice.

Enfin, la création d'un pôle public financier, finançant à très faible taux d'intérêt, voire à taux nul, les investissements créateurs d'emplois, semble vital pour vraiment réindustrialiser notre pays, et notre département.

200 MILLIARDS

En euros, c'est le total des allègements et d'exonérations de cotisations sociales et fiscales qui manquent chaque année au budget de l'État, aux caisses de la sécurité sociale. Sans aucun effet depuis plus de vingt ans sur l'emploi, les salaires, les investissements ...

UNE TOMBOLA DU CABRI RÉUSSIE POUR LA SECTION PCF DE LA BRIDOIRE

Chaque année, le premier dimanche de mai, la section de la Bridoire organise le tirage de sa tombola. Malgré un temps très maussade, une quarantaine de citoyens se sont réunis devant le foyer communal de St Béron. La prise de parole a fustigé la politique pro-patronale du gouvernement, qui offre l'argent public sur un plateau aux grands patrons, qui s'attaque aux droits des travailleurs pour que l'exploitation s'accroisse coûte-que-coûte. Les incohérences du discours du FN a été également mis en lumière, entre ses propositions soi-disant sociales et son programme économique en faveur des riches et des exploiteurs.

La bonne humeur régnait encore autour du stand cette année, le nombre de billets vendus reste stable avec 1 297 billets. Prochaine manifestation pour la section de la Bridoire, le concours de pétanque cet été. Nous vous tiendrons informés dès que la date sera fixée.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr